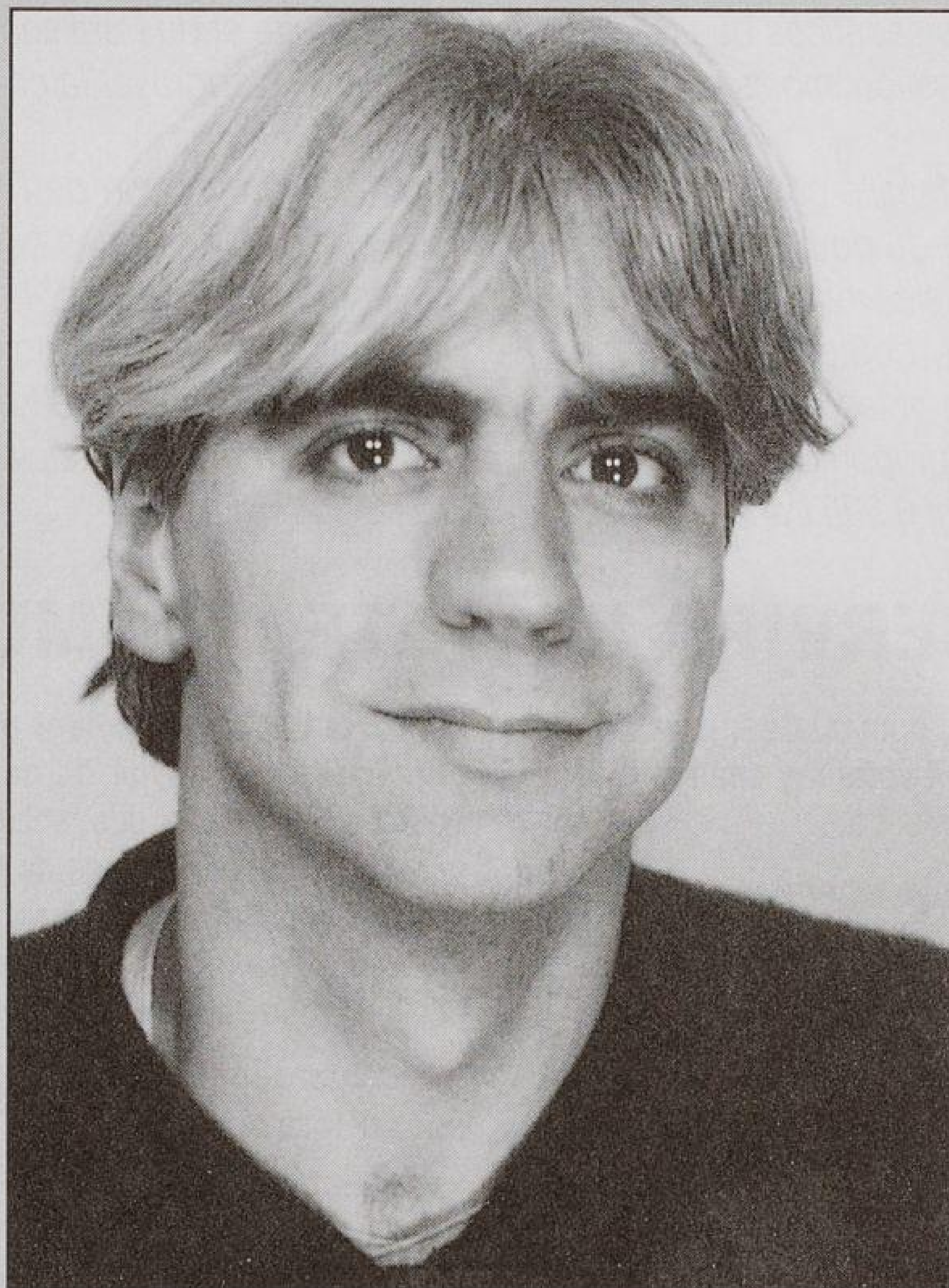
ELECTIONS LEGISLATIVES - MARS 1993

Circonscription de Nancy I



Marc BENOIT

32 ans - Psychologue - Formateur à l'INRS

Militant syndical

Suppléant

François TRUCK

Agent d'EDF-GDF - Militant syndical

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

EN dix ans, le Parti socialiste au pouvoir a démontré l'impossibilité de concilier le tout libéral et le social ; la politique du "franc fort" qui prétendait attirer les capitaux en diminuant les salaires et la protection sociale, débouche sur la crise économique et politique que nous vivons. Les sacrifices que les dirigeants de la droite et du Parti socialiste, continuent à exiger de nous se justifient moins que jamais et ne feraient qu'aggraver la crise.

CHAQUE famille connaît le chômage, pour l'un, la précarité de l'emploi, pour l'autre, la baisse du pouvoir d'achat, et pour tous une fiscalité et des cotisations de plus en plus lourdes et inégalitaires. Dans le même temps, les services publics, la protection sociale, l'école, le logement, coûtent plus pour un service moindre. Mais l'actionnaire, le financier, cotisent moins et se voient moins imposés, taxés. Au total pour 200 000 francs mensuels, ils verseront moins en proportion de leurs revenus à l'État, à la Sécurité sociale, aux collectivités qu'un salarié gagnant 6 500 francs !

A QUOI SERVIRA LE VOTE COMMUNISTE ?

AFFIRMER « votez communiste, et au lendemain des élections votre vie changera selon vos intérêts », serait dérisoire.

Mais voter communiste signifiera que l'action des députés communistes doit continuer et se renforcer pour enrayer, ralentir la dégradation de la vie.

Ainsi, ces dernières années :

- ils ont voté sans ambiguïté contre l'amnistie des fausses factures, contre la CSG, et contre le traité de Maastricht…
- ils ont proposé et obtenu la loi Gayssot (qui permet de poursuivre tout propagateur d'idées racistes), et l'obligation de reclassement en cas de licenciement, ainsi qu'un contrôle plus démocratique des fonds publics accordés aux entreprises ;
- ils ont proposé aux autres députés, qui du Front national au Parti socialiste n'en ont pas voulu, la réduction de la TVA sur les produits de première nécessité, l'interdiction d'expulsion des locataires de bonne foi, le rattrapage du pouvoir d'achat du SMIC, la semaine de 35 heures, l'instauration d'une cotisation de sécurité sociale sur les revenus boursiers, au même taux que celle supportée par les salaires.

Voter communiste, c'est aussi exprimer que l'on veut un changement radical de la société. C'est dire au pouvoir de demain, quel qu'il soit, que l'on ne veut ni des "solutions" de droite, ni de ceux qui prétendent faire de la politique autrement et qui sont tout prêts à s'allier aux socialistes d'aujourd'hui pour une politique qui continuera celle menée depuis 10 ans.

Ce changement radical passe par plus de démocratie réelle.

Les citoyens salariés, les usagers, les contribuables doivent pouvoir intervenir, être représentés réellement dans les décisions les concernant à l'entreprise, dans les services publics, et bien sûr dans les choix politiques de la France et de l'Europe.

Nous ne devons plus subir en spectateur une politique dont la seule finalité est la rentabilité financière qui sacrifie le développement de la société afin de maintenir les privilèges d'un groupe de plus en plus réduit de décideurs et d'actionnaires. Sauvegarder leurs privilèges devient incompatible avec la démocratie, c'est ce qu'a montré le débat et le contenu de Maastricht.

C'est cette démocratie réelle, concrète, qui peut mettre fin à cette crise, qui est la raison de l'engagement des communistes français aujourd'hui.

VU, LES CANDIDATS

Imp. HILT S.A. - Tél. 83 38 02 59 +

LE 21 MARS, SERVEZ-VOUS DU VOTE COMMUNISTE POUR VOUS FAIRE ENTENDRE